

Améliorer les données et la redevabilité envers les filles et les femmes

Données factuelles, solutions, études de cas et recommandations d'orientation

APERÇU

Pour réaliser des progrès en faveur des filles et des femmes, il est nécessaire de disposer de données à la fois précises et ventilées permettant d'orienter les interventions et de tenir les gouvernements pour responsables. À l'aide de ces informations, les autorités nationales et acteurs et actrices du développement peuvent prendre des décisions informées relatives à leurs politiques et programmes, et en superviser la mise en œuvre. Le présent document d'information se penche sur le caractère indispensable des données mondiales et de la redevabilité, ainsi que sur les mécanismes et initiatives mis en place afin de réaliser des progrès en faveur des femmes et des enfants aux niveaux national, régional et mondial.

SECTION 1 : DÉFINITION DE LA QUESTION

Des mécanismes de supervision et de redevabilité à la fois éprouvés et participatifs, et notamment ceux donnant une image claire des progrès réalisés en faveur des filles et des femmes, peuvent contribuer à l'efficacité du programme de développement durable¹. La redevabilité – un processus permettant aux parties prenantes, gouvernementales et autres, d'évaluer les progrès, d'identifier les problèmes et de prendre des mesures correctives si besoin^{2,3} – garantit que ces mêmes parties soient responsables de leurs engagements pris dans le cadre du programme après-2015.

Les données fiables et opportunes sont une des pierres angulaires de la redevabilité. Les gouvernements ont besoin de données précises et cohérentes pour prendre des décisions politiques et programmatiques informées, et pour en superviser la mise en œuvre⁴. Les données fournissent également des informations indispensables sur la pertinence de l'allocation et de l'utilisation des ressources. Les données hautement qualitatives font néanmoins souvent défaut. De nombreux pays ne disposent pas de systèmes nationaux d'information opérationnels et solides leur permettant de collecter et suivre des statistiques essentielles, telles que le nombre de naissances et de décès, les données relatives à l'emploi et aux revenus, les taux de violence, ou les titres de propriété⁵. De plus, ces données ne sont pas systématiquement ventilées, de manière à évaluer les inégalités – au niveau de l'accès aux services sociaux – ou à identifier les communautés peu desservies, telles que les groupes autochtones, les personnes vivant avec un handicap, les migrant-e-s, les communautés rurales et les personnes vivant dans des bidonvilles informels⁶. Les données ventilées sont rares en ce qui concerne les adolescent-e-s, et tout particulièrement celles relatives aux services de santé sexuelle et reproductive (SSR) ciblés pour les très jeunes adolescent-e-s (10–14 ans) non marié-e-s. Cette lacune d'information complique la prestation des services nécessaires⁷. Lorsque les données sont disponibles pour les jeunes, la comparaison demeure difficile car la définition même des termes « jeunes » et « adolescent-e-s » peut varier d'un endroit à un autre. Sans données correctes, les besoins et les vies des filles et des femmes peuvent devenir invisibles.

Lorsque les données nationales ne sont pas ventilées par genre, et âge, les différences entre les groupes sont masquées et il devient compliqué d'identifier les besoins des populations marginalisées. Il n'y a, par exemple, que peu de données disponibles sur des questions particulièrement pertinentes pour les femmes, telles que les données générales – et les données ventilées par genre – sur la propriété foncière, l'autonomisation économique, les violences basées sur le genre et d'autres déterminants sociaux de la santé, du bien-être et de l'autonomisation. Un peu plus de la moitié des pays du monde seulement publient des données sur la violence aux mains d'un partenaire intime, et la qualité de ces données est souvent imprécise et mal prise en compte⁸. Certains des défis relatifs au manque de données sur le genre proviennent du manque de financements alloués aux statistiques sur le genre, avec seulement 13 % des pays ayant un budget propre aux statistiques sur le genre^{9,10}.

Plusieurs initiatives et mécanismes mondiaux de redevabilité ont été mis en place pour renforcer les avancées en termes de données et de redevabilité en général, et plus particulièrement lorsqu'il est question des femmes, des enfants et des adolescent-e-s¹¹. En voici des exemples : le Forum politique de haut niveau ; l'Examen périodique universel ; le Groupe indépendant sur la responsabilité ; Equal Measures 2030 ; Data2x ; Making Every Woman and Girl Count ; Countdown to 2030, et le *Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes* (ONU-SWAP), entre autres.



Répondre à la demande d'amélioration des données et de la redevabilité pour réaliser des progrès en faveur des filles et des femmes est en lien avec la réalisation de plusieurs cibles et objectifs de développement durable (ODD), dont les suivants :

ODD 1 : Éliminer toutes les formes de pauvreté dans le monde entier

- **1.4** D'ici à 2030, faire en sorte que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de base, à la propriété foncière, au contrôle des terres et à d'autres formes de propriété, à l'héritage, aux ressources naturelles et à des nouvelles technologies et des services financiers adaptés à leurs besoins, y compris la microfinance
- **1.b** Mettre en place aux niveaux national, régional et international des cadres d'actions viables, qui se fondent sur des stratégies de développement favorables aux pauvres et soucieuses de la problématique hommes-femmes, afin d'accélérer l'investissement dans des mesures d'élimination de la pauvreté

ODD 2 : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire et promouvoir l'agriculture durable

- **2.3** D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, les autochtones, les exploitants familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et intrants, au savoir, aux services financiers,

Clause de non-responsabilité : Les points de vue et opinions exprimés dans le présent document technique sont ceux des auteur-e-s. Ils ne reflètent pas nécessairement les positions ou les politiques officielles de l'ensemble des organisations partenaires.



Lancé en 2012, *ONU-SWAP sur l'égalité des sexes* est un cadre de redevabilité visant la généralisation de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes¹². Mené par ONU-Femmes, *ONU-SWAP* attribue des standards de performance au travail sur le genre de l'ensemble des agences de l'ONU, afin d'en améliorer la cohésion et la redevabilité¹³. ONU-Femmes joue un rôle prépondérant en soutenant la mise en œuvre du plan, qui repose sur un cadre de 15 indicateurs de performance basés sur des mandats intergouvernementaux¹⁴. *ONU-SWAP* définit une compréhension commune de l'égalité de genre et de l'autonomisation des femmes, une méthode commune permettant de progresser vers cet objectif, ainsi qu'une échelle mobile variable des standards de performance afin de superviser les avancées et définir des objectifs souhaités¹⁵. Cette approche innovante a entraîné des modifications dans la manière dont le système de l'ONU aborde le travail en lien avec l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes¹⁶. Elle a ainsi servi d'inspiration pour d'autres domaines thématiques, dont le *plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies sur la jeunesse* et le *Groupe d'appui interorganisations pour le plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*.

Fruit d'une collaboration mondiale, pluridisciplinaire, multi-institutionnelle entre universitaires, gouvernements, agences internationales, associations de professionnel-le-s des soins de santé, donateurs et organisations de la société civile (OSC), *Countdown to 2030* suit les progrès réalisés en termes de survie des mères, nouveau-nés et enfants depuis plus d'une décennie. Elle centre son action autour du suivi et de la production de rapports sur les niveaux de couverture d'interventions efficaces et de fonctionnalité des systèmes de santé, ainsi que sur les politiques, le financement et l'équité en matière de santé. *Countdown* s'est aidée de fiches de rendement pour suivre les évolutions dans les 75 pays où la grande majorité des décès maternels, néonataux et infantiles ont lieu. Ses rapports constituent un mécanisme de promotion de la redevabilité des gouvernements et partenaires de développement, de mise en évidence des lacunes au niveau des données probantes et des connaissances, de partage des interventions éprouvées et de proposition d'actions visant à réduire la mortalité infantile et améliorer la santé maternelle¹⁸.

Suite à l'adoption des ODD, le secrétaire général de l'ONU a mis en place le Groupe indépendant sur la responsabilité (IAP) au sein de l'initiative Chaque femme, chaque enfant. L'IAP est chargé d'évaluer les progrès réalisés par la Stratégie mondiale pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent 2016-2030 de Chaque femme, chaque enfant, de manière à parfaire les objectifs de développement durable (ODD). En septembre 2016, l'IAP a publié son premier rapport, ainsi qu'un cadre conceptuel qui oriente son travail. Le cadre conceptuel est ancré dans les principes des droits humains et centré sur la promotion d'un environnement favorable aux processus de redevabilité (la supervision, la révision et la remédiation) en ce qu'il a trait à la mise en œuvre de la stratégie mondiale. Le travail de l'IAP s'appuie sur celui de la Commission sur l'information et la responsabilisation pour la santé des femmes et des enfants (COIA), un mécanisme de redevabilité mis en place par Chaque femme, chaque enfant et aligné sur les objectifs du millénaire pour le développement (OMD)¹⁹.

En août 2017, la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation a, en partenariat avec Women Deliver et l'Institut international du développement durable (IISD), élaboré et lancé des lignes directrices à l'attention des responsables des audits nationaux des performances gouvernementales, dénommées institutions supérieures de contrôle, en vue de superviser l'égalité de genre et les ODD. La mission des bureaux nationaux de contrôle des performances est de fournir aux parlementaires des informations indépendantes, factuelles et objectives, leur permettant de tenir leur gouvernement pour responsable. Les audits de performance identifient les points faibles dans les programmes et services gouvernementaux, en termes d'économie, d'efficacité et d'efficience, et donnent des recommandations à la fois concrètes et pratiques en vue de les améliorer. Ces audits nationaux de performance sont désormais tournés vers les ODD. Le « Guide pratique sur l'audit de l'égalité des sexes dans le cadre des Objectifs de développement durable des Nations Unies » aidera les auditeurs et auditrices à comprendre l'égalité de genre et sa place dans le Programme 2030, et à prévoir un audit centré sur l'ODD5 (égalité des sexes et autonomisation des femmes) ou un audit de l'égalité de genre au sein d'autres ODD, tels que ceux portant sur la pauvreté, la faim, la santé ou l'éducation²⁰.

SECTION 2 : SOLUTIONS ET INTERVENTIONS

Plusieurs stratégies menées par la société civile sont parvenues à tenir les gouvernements pour responsables de leurs engagements pris aux niveaux national, régional et mondial. Informée et autonomisée, la société civile peut endosser le rôle de « chiens de garde » de la société et tenir le gouvernement pour responsable de ses promesses à l'égard des filles et des femmes²¹. Les groupes de la société civile peuvent effectivement être essentiels au niveau de la redevabilité, du fait qu'ils établissent le lien entre le public et les politiques gouvernementales. Leur indépendance à l'égard du gouvernement leur permet de représenter des communautés et d'amplifier la voix des citoyen-ne-s, des familles et des communautés, de même que de garantir que les politiques et les budgets reflètent les besoins des communautés.

Dans le monde entier, des groupes de la société civile utilisent les approches suivantes pour garantir que les gouvernements et autres parties prenantes tiennent leurs engagements :



aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emploi autres qu'agricoles

ODD 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

- **5.5** Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique
- **5.a** Entreprendre des réformes visant à donner aux femmes les mêmes droits aux ressources économiques, ainsi qu'à l'accès à la propriété et au contrôle des terres et d'autres formes de propriété, aux services financiers, à l'héritage et aux ressources naturelles, dans le respect du droit interne
- **5.c** Adopter des politiques bien conçues et des dispositions législatives applicables en faveur de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles à tous les niveaux et renforcer celles qui existent

ODD 10 : Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

- **10.2** D'ici à 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur handicap, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre
- **10.3** Assurer l'égalité des chances et réduire l'inégalité des résultats, notamment en éliminant les lois, politiques et pratiques discriminatoires et en promouvant l'adoption de lois, politiques et mesures adéquates en la matière
- **10.4** Adopter des politiques, notamment sur les plans budgétaire, salarial et dans le domaine de la protection sociale, et parvenir progressivement à une plus grande égalité



- **la responsabilité sociale**, qui incite les citoyen-ne-s – et notamment les filles, les femmes, les communautés et les médias – à utiliser leurs voix pour tenir les représentant-e-s du gouvernement et les prestataires de services pour responsables lors du processus de développement, ainsi qu'au niveau de l'amélioration de la qualité et de l'accessibilité des services de santé publique²² ;
- **le plaidoyer budgétaire**, qui supervise les allocations financières, garantit que les ressources sont dépensées rationnellement et soutient la transparence des rapports financiers aux niveaux national et/ou infranational²³ ; et
- **les approches de la redevabilité en termes de genre basées sur les droits**, qui visent à analyser les inégalités, s'attaquer aux pratiques discriminatoires et injustes et redistribuer le pouvoir, qui, s'ils ne sont pas combattus, sont à même de freiner ou inhiber le développement²⁴. Une approche basée sur les droits tient les gouvernements pour responsables de la réalisation des droits humains de leurs citoyen-ne-s, telle qu'inscrite dans les législations nationales ou les traités internationaux²⁵.

La responsabilité sociale

Les efforts de responsabilité sociale peuvent être portés au niveau micro, en supervisant les services de santé dans les établissements, par exemple, ou macro, en soutenant la participation de la société civile dans l'élaboration des politiques, l'allocation des ressources et le suivi des engagements, notamment. La responsabilité sociale se sert d'un large éventail d'outils et de tactiques, dont les fiches de rendement communautaires, les audits sociaux, les chartes citoyennes et les comités citoyens de santé, pour aider les communautés à superviser et transmettre les rétroactions sur les services et dépenses de santé du gouvernement²⁶. Les fiches de rendement citoyennes, par exemple, sont un mécanisme par lequel les usager-e-s et client-e-s peuvent communiquer des informations relatives aux soins reçus²⁷, alors que les audits sociaux garantissent que les voix et perspectives des communautés soient intégrées dans l'élaboration, la supervision et l'évaluation des services de santé par le biais d'approches participatives^{28,29}.

Les expériences de plusieurs pays du monde indiquent que les stratégies de responsabilité sociale ont contribué à améliorer les services de santé et renforcer la redevabilité au niveau local, en particulier³⁰.

Étude de cas : Les cartes communautaires de pointage du Malawi

Dans le district de Ntcheu au Malawi, l'organisation non gouvernementale internationale CARE a mis en place des cartes communautaires de pointage en vue d'améliorer la qualité des services de santé maternelle³¹. Après que les prestataires de santé et les clientes aient ainsi identifié les principaux défis et lacunes au sein des services sanitaires, ces informations ont été présentées sous la forme d'une carte de pointage simplifiée³². Les membres de la communauté et le personnel des établissements de santé ont discuté des cartes de pointage et élaboré un plan d'actions pour définir les solutions possibles³³. Les membres de la communauté ont ensuite supervisé la mise en œuvre, ou non, des solutions³⁴. Une révision de suivi a évalué les progrès à l'échéance d'une période prédéfinie³⁵. Cette approche collaborative au Malawi a permis d'ouvrir le dialogue entre les prestataires de services de santé et les patient-e-s, de soutenir la responsabilité collective en terme de réaction face aux obstacles aux soins et de promouvoir une « culture de la redevabilité » parmi les prestataires de soins de santé³⁶.

Le plaidoyer budgétaire

La manière dont les gouvernements décident de dépenser leur argent a un énorme impact sur la vie des citoyen-ne-s. Les OSC et les ONG peuvent influencer ces décisions en abordant l'allocation des ressources financières avec les gouvernements. La transparence est cruciale dans ce processus, car elle empêche les gouvernements d'orienter des fonds de manière inadaptée et limite les risques de corruption³⁷. En collectant des données sur les besoins et priorités des citoyen-ne-s et des communautés, et en intervenant au niveau des modalités d'élaboration et de dépense des budgets, les groupes de la société civile peuvent tenir leur gouvernement pour responsable dans l'ensemble des secteurs³⁸.

➔ Pour plus d'information, veuillez consulter le document intitulé « *Instaurer des partenariats et des mécanismes de financement durables en faveur des filles et des femmes* ».

Étude de cas : Plaidoyer budgétaire en Afrique du Sud pour garantir le financement des traitements du VIH et du sida

À la fin des années 1990, le gouvernement sud-africain n'a pas soutenu l'introduction de programmes de prévention médicamenteuse et de traitement du VIH/sida à cause de leur coût élevé³⁹. La Treatment Action Campaign (TAC), un groupe de plaidoyer mené par des personnes vivant avec le VIH et le sida, a utilisé diverses stratégies en vue de convaincre le gouvernement de changer d'avis. En recourant à un mélange de plaidoyer budgétaire, de poursuites judiciaires et de mobilisation, parfois simultanément, la TAC est parvenue à convaincre le gouvernement d'introduire un programme national de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant (PTME) par l'accès à un court traitement d'antirétroviral AZT. La TAC a ensuite collaboré avec des scientifiques et chercheur-euse-s à l'élaboration de plans et propositions de politiques pour un programme national d'antirétroviraux (ARV). En 2003, un programme ARV national a été approuvé par le Cabinet, et le gouvernement s'est engagé en 2007 à dépenser 6 milliards USD pour la prévention et le traitement du VIH et du sida entre 2007 et 2012. Ce plan avait permis, en 2011, à 1,6 million de personnes



ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous

- **16.3** Promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité
- **16.6** Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux
- **16.10** Garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux
- **16.b** Promouvoir et appliquer des lois et politiques non discriminatoires pour le développement durable

ODD 17 : Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser

- **17.18** D'ici à 2020, apporter un soutien accru au renforcement des capacités des pays en développement, notamment des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, l'objectif étant de disposer d'un beaucoup plus grand nombre de données de qualité, actualisées et exactes, ventilées par niveau de revenu, sexe, âge, race, appartenance ethnique, statut migratoire, handicap et emplacement géographique, et selon d'autres caractéristiques propres à chaque pays



de recevoir un traitement ARV⁴⁰.

Les approches de la redevabilité en termes de genre basées sur les droits

Les droits humains sont un ensemble de droits essentiels dus à toutes les personnes et reconnus par les gouvernements dans leur législation nationale, ainsi que dans les accords et déclarations internationales. Une approche basée sur les droits implique d'intégrer des normes et cadres de droits humains au sein même des politiques et programmes, et ce, de la conceptualisation à l'évaluation⁴¹. L'approche basée sur les droits s'appuie sur des déclarations internationales des droits humains existantes, priorise la santé et le bien-être des personnes, et reconnaît le rôle central de l'équité de genre⁴².

Divers accords internationaux, tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEFDEF) et la Convention internationale des droits de l'enfant, ainsi que des accords régionaux, tels que le protocole de Maputo (Afrique), traitent spécifiquement des droits des filles et des femmes. En signant ces accords et déclarations, les pays s'engagent à respecter, protéger et réaliser ces droits.

Dans le monde entier, des pays ont inclus le langage des droits humains dans leurs lois et politiques nationales. L'Afrique du Sud, le Kenya et l'Équateur, par exemple, inscrivent la santé, les droits et le bien-être des filles et des femmes dans leur Constitution⁴³. D'autres pays disposent également d'institutions nationales des droits humains abordant les questions sociales, telles que la santé des femmes et des enfants, qui peuvent dès lors servir de plateforme de promotion de la redevabilité⁴⁴.

Afin de s'assurer que les gouvernements sont tenus pour responsables de garantir le droit à la santé pour l'ensemble des citoyen-ne-s, les actrices et acteurs de la société civile peuvent s'appuyer sur un large éventail de mécanismes. Les mécanismes non juridiques (procédures de dépôt de plainte au niveau des établissements de santé, études sur les décès maternels, examens périodiques universels des Nations unies, etc.), quasi juridiques (tribunaux sanitaires et protocoles facultatifs) et juridiques (tribunaux locaux, tribunaux civils) peuvent opérer aux niveaux communautaire, national, régional ou international⁴⁵.

➔ Pour plus d'information, veuillez consulter le document intitulé « Respecter, protéger et assurer la santé et les droits sexuels ».

Étude de cas : Le recours au système judiciaire pour lutter contre la mortalité et la morbidité maternelles en Inde

Les défenseur-e-s de la société civile en Inde sont parvenu-e-s à tirer le meilleur profit du système judiciaire afin de démontrer que le gouvernement ne respectait pas ses obligations en termes de droits humains. En 2010, des défenseur-e-s ont cité le droit constitutionnel et les lois sur les droits humains pour démontrer que le gouvernement n'avait pas assumé ses responsabilités en n'évitant pas les décès de deux femmes en lien avec une grossesse⁴⁶. La Haute cour de Delhi a conclu que le gouvernement avait négligé de protéger le droit essentiel, fondamental et humain à la vie, tel que stipulé dans la Constitution indienne⁴⁷. Le gouvernement s'est vu contraint de dédommager financièrement les familles, d'identifier les lacunes du système actuel qui avaient entraîné ces décès et de développer des stratégies de supervision et d'amélioration des services de santé⁴⁸.

SECTION 3 : AVANTAGES DE L'INVESTISSEMENT

Des statistiques fiables illustrent la réalité de la vie au quotidien en incluant des informations essentielles relatives aux populations mal desservies et aux besoins non satisfaits. Les données probantes sont la base à partir de laquelle les gouvernements et partenaires peuvent élaborer des politiques et programmes efficaces qui leur permettent de cibler les ressources là où elles sont le plus nécessaires. Les données ventilées fiables sont ainsi nécessaires pour garantir une bonne gouvernance, un partage équitable des ressources et la redevabilité, en fournissant les moyens de gérer une prestation efficace de services, suivre les progrès et évaluer l'impact des politiques et programmes.

Les pays qui ont le plus à gagner à disposer de davantage de données en général, et de données ventilées en particulier, sont néanmoins souvent les moins à même de les collecter⁴⁹. De nombreux pays en développement n'ont toujours pas la capacité de produire, analyser et interpréter les conclusions et statistiques en résultats de développement probants⁵⁰. Les politiques peuvent, de ce fait, ne pas refléter les besoins des personnes, sans que les gouvernements puissent en être tenus pour responsables. De bonnes statistiques sont nécessaires pour assurer l'utilisation efficace et rationnelle du capital dans les dépenses de développement, particulièrement dans les pays où les ressources sont rares⁵¹.

Les données sont essentielles pour soutenir les stratégies de plaidoyer de la société civile, agir en faveur du changement politique et social et résoudre des problèmes sanitaires complexes. La recherche indique que l'investissement dans la collecte et le traitement de données peut créer une valeur économique considérable. Alors que les avantages sont souvent propres aux pays et au contexte, une étude a révélé l'immense potentiel de retour sur investissement en ce qui concerne les données. Dans le seul secteur de l'éducation, l'utilisation de données ouvertes pourrait créer environ 1 billion USD de valeur économique par an⁵². Le McKinsey Global Institute estime que le fait de disposer de davantage de données ouvertes de meilleure qualité permettrait de créer à l'échelle mondiale près de 3 billions USD de valeur économique par an dans sept secteurs⁵³.

L'investissement dans la collecte de données entraîne d'importants rendements, permettant aux pays de tirer le meilleur des ressources ainsi allouées. Adopter une perspective du genre dans la collecte d'information permet aux pays d'accélérer les avancées vers l'égalité de genre par le biais des changements de politiques ; un objectif qui ne peut être atteint sans l'appui de mécanismes de collecte de données, d'évaluation et de redevabilité fiables. L'introduction d'indicateurs de genre permet, en outre, de saisir les changements qualitatifs, tels que les niveaux d'autonomisation des femmes ou les modifications dans les attitudes sociétales envers les filles et les femmes.

Lorsque les femmes se rapprochent de l'égalité de genre, elles se rapprochent de la pleine réalisation de leur potentiel, qui à son tour stimule leur capacité à participer à l'économie formelle, rompre le cycle de la pauvreté et améliorer le bien-être de leur famille et de leur communauté.

SECTION 4 : APPELS À L'ACTION

Pour améliorer les données et la redevabilité permettant de mesurer les progrès réalisés en faveur des filles et des femmes, les gouvernements doivent renforcer les systèmes d'enregistrement de l'état civil et des statistiques vitales, et mettre en place des mécanismes de redevabilité nationale à la fois transparents et inclusifs et qui fournissent des possibilités d'étude et d'action⁵⁴. Les acteurs et actrices de la société civile devraient jouer un rôle clé dans ces processus et mécanismes de redevabilité nationale. De leur côté, les bailleurs de fonds et organisations multilatérales doivent soutenir le rôle de la société



civile en investissant dans le renforcement des acquis, afin d'être mieux à même de tenir les gouvernements pour responsables et soutenir la collecte de données ventilées par sexe, tranche d'âge, revenu et situation géographique, afin de soutenir l'allocation de ressources et de services aux populations mal desservies et isolées.

Pour contribuer au progrès pour tout le monde, de nombreuses parties prenantes doivent collaborer – les gouvernements, la société civile, le monde universitaire, les médias, les populations concernées, les Nations unies et le secteur privé – de manière à mener les actions suivantes, en faveur des filles et des femmes :

- Garantir que l'ensemble des politiques, plans, données, budgets et audits en lien avec la mise en œuvre des objectifs de développement durable et autres stratégies est disponible, transparent et accessible à un public non spécialiste
(Concerne avant tout : les gouvernements, la société civile, les Nations unies et le secteur privé)
- Garantir que toutes les données sont ventilées par sexe, âge, revenu et situation géographique afin de renforcer l'élaboration et les programmes politiques et la redevabilité pour tout le monde
(Concerne avant tout : la société civile, les gouvernements et le secteur privé)
- Aligner et tenir à jour les approches de collecte de données, les recensements nationaux et les études internationales pour suivre l'évolution de tous les objectifs et indicateurs de développement durable
(Concerne avant tout : les gouvernements, la société civile, les Nations unies et le secteur privé)
- ~~• Faciliter les partenariats entre les gouvernements, les organisations multilatérales, la société civile et les autres parties prenantes pour partager les expériences autour des demandes de collecte de données et soutenir la collecte et la gestion de données et les efforts de redevabilité
(Concerne avant tout : les gouvernements, la société civile, le monde universitaire, les médias, les populations touchées, les Nations unies et le secteur privé)~~
- Élaborer des cadres de collecte de données qui peuvent tenir compte des vulnérabilités croissantes des femmes dans les contextes d'urgence.
(Concerne avant tout : les gouvernements, la société civile, le monde universitaire, les Nations unies et le secteur privé)
- Superviser l'avancée des engagements politiques et des allocations budgétaires aux niveaux national et infranational – réclamer un ajustement de ces politiques et budgets au besoin
(Concerne avant tout : les gouvernements, la société civile, le monde universitaire, les médias, les populations touchées, les Nations unies et le secteur privé)
- Soutenir le plaidoyer et la redevabilité aux niveaux national et mondial grâce à une société civile vigoureuse, et notamment les mouvements de femmes
(Concerne avant tout : la société civile)

Révisé et actualisé en août 2017

Préparé par : Shafia Rashid, FCI Program of Management Sciences for Health et Kathleen Schaffer, Family Care International

Révisé par : Genine Babakian, Consultante ; Mary Crippen, Consultante ; Juliana Bennington, Women Deliver ; Masha DeVoe, Women Deliver ; Tatiana DiLanzo, Women Deliver ; Louise Dunn, Women Deliver ; Katja Iversen, Women Deliver ; Rianne Keeler, CHOICE for Youth and Sexuality ; Jessica Malter, Women Deliver ; Betsy McCallon, White Ribbon Alliance ; Susan Papp, Women Deliver ; Savannah Russo, Women Deliver ; Athena Rayburn, Women Deliver ; Liuba Grechen Shirley, Consultante ; Cynthia Summers, Guttmacher Institute ; Petra ten Hoope-Bender, Women Deliver

Clause de non-responsabilité : Les points de vue et opinions exprimés dans le présent document technique sont ceux des auteur-e-s. Ils ne reflètent pas nécessairement les positions ou les politiques officielles de l'ensemble des organisations partenaires.

Cette série de documents d'orientation a été constituée pour servir aux responsables des politiques, responsables des prises de décisions, aux défenseur-e-s et activistes afin de leur permettre de faire progresser des thématiques concernant les filles et les femmes au niveau du développement mondial. Ces documents sont conçus pour être disponibles et en accès libre pour tout le monde.

➔ Pour découvrir la campagne Deliver for Good, rendez-vous sur deliverforgood.org.

NOTES DE FIN

- ¹ "Accountability for the Post 2015 Agenda: A Proposal for a Robust Global Review Mechanism." Center for Reproductive Rights, Amnesty International. 2015. Web. <<http://www.reproductiverights.org/sites/crr.civicactions.net/files/documents/Post2015%20Global%20Review%20Proposal%20PDF.PDF>>.
- ² "AUC RMNCH Accountability Mechanisms. Parallel Session 2C: Accountability for RMNCH: The African Perspective and Prospects." African Union. 2014. Web. <http://www.who.int/pmnch/about/governance/partnersforum/2c_auc_rmnmh.pdf>.
- ³ "The Final Report of the Commission on Information and Accountability for Women's and Children's Health: Keeping Promises, Measuring Results." Every Woman, Every Child. 2010. Web. <http://www.who.int/topics/millennium_development_goals/accountability_commission/Commission_Report_advance_copy.pdf>.
- ⁴ "A World That Counts: Mobilising the Data Revolution for Sustainable Development." The United Nations Secretary General's Independent Expert Advisory Group on a Data Revolution for Sustainable Development (IEAG). Nov. 2014. Web. <<http://www.undatarevolution.org/wp-content/uploads/2014/11/A-World-That-Counts.pdf>>.
- ⁵ "Gender Data Gaps" DATA2x. 2016. Web. 23 Aug 2017 <<http://data2x.org/what-is-gender-data/gender-data-gaps/>>
- ⁶ "A World That Counts: Mobilising the Data Revolution for Sustainable Development." The United Nations Secretary General's Independent Expert Advisory Group on a Data Revolution for Sustainable Development (IEAG). Nov. 2014. Web. <<http://www.undatarevolution.org/wp-content/uploads/2014/11/A-World-That-Counts.pdf>>.
- ⁷ Idele, Priscilla. "Epidemiology of HIV and AIDS among Adolescents: Current Status, Inequities, and Data Gaps." Journal of Acquired Immune Deficiency Syndromes 66 Supplement 2 (2014). Web. <http://data.unicef.org/corecode/uploads/document6/uploaded_pdfs/corecode/Epidemiology_of_HIV_and_AIDS_Among_Adolescents_169.pdf>.
- ⁸ "A World That Counts: Mobilising the Data Revolution for Sustainable Development." The United Nations Secretary General's Independent Expert Advisory Group on a Data Revolution for Sustainable Development (IEAG). Nove. 2014. Web. <<http://www.undatarevolution.org/wp-content/uploads/2014/11/A-World-That-Counts.pdf>>.
- ⁹ "Report of the UN Secretary-General on Gender Statistics" United Nations. 2013. Web. 23 Aug 2017. <<http://www.unwomen.org/en/how-we-work/flagship-programmes/making-every>>



- woman-and-girl-count#notes>.
- ¹¹ Sneeringer, Robyn K. et al. "Engendering Accountability: Upholding Commitments to Maternal and Newborn Health." Global Health Visions. 2015. Web. <http://globalhealthvisions.com/Engendering_Accountability_Full_Report.pdf>.
 - ¹² "UN-SWAP: An accountability framework to mainstream gender equality and the empowerment of women across the UN system." Brochure. New York: UN Women, n.d. Web. 5 Apr. 2016. <<http://www2.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/how%20we%20work/unsystemcoordination/un-swap-brochure.pdf?v=1&d=20150930T162808>>.
 - ¹³ Ibid.
 - ¹⁴ Ibid.
 - ¹⁵ Ibid.
 - ¹⁶ Ibid.
 - ¹⁷ Ibid.
 - ¹⁸ Requejo, Jennifer, et al. "A Decade of Tracking Progress for Maternal, Newborn and Child Survival, the 2015 Report." UNICEF and World Health Organization. 2015. Web. <http://www.countdown2015mnch.org/documents/2015Report/Countdown_to_2015-A_Decade_of_Tracking_Progress_for_Maternal_Newborn_and_Child_Survival-The2015Report-Conference_Draft.pdf>.
 - ¹⁹ "2016: Old Challenges New Hopes" Every Women, Every Child. September 2016. Web. 23 Aug 2017. <https://www.everywomaneverychild.org/wp-content/uploads/2017/03/IAP_Report_September2016.pdf>.
 - ²⁰ "Auditors Preparing to Hold Government Accountable for Gender Equality and the SDGs" Women Deliver. August 2017. Web. 23 Aug 2017. <<http://womendeliver.org/2017/auditors-preparing-hold-government-accountable-gender-equality-sdgs/>>.
 - ²¹ "National Accountability Mechanisms for Women's and Children's Health." Partnership for Maternal, Newborn & Child Health. Sep. 2012. Web. <http://www.who.int/pmnch/topics/part_publications/national_accountability_mechanisms.pdf>.
 - ²² Ibid.
 - ²³ "Civil Society Budget Advocacy Group: Our Work." n.d. Web. 5 Apr. 2016. <<http://csbag.org/our-work/>>.
 - ²⁴ "Human Rights-based Approach to Programming." UNICEF. Jan. 2016. Web. <http://www.unicef.org/policyanalysis/rights/index_62012.html>.
 - ²⁵ Ibid.
 - ²⁶ Sneeringer, Robyn K., et al. "Engendering Accountability: Upholding Commitments to Maternal and Newborn Health." Global Health Visions. 2015. Web. <http://globalhealthvisions.com/Engendering_Accountability_Full_Report.pdf>.
 - ²⁷ "Citizen report card manual: A social audit tool to monitor the progress of Viet Nam's Socio-Economic Development Plan." Hà Nội: UNICEF Việt Nam, n.d. Web. 1 Apr. 2016. <http://www.unicef.org/vietnam/citizen_TA.pdf>.
 - ²⁸ Hausmann-Muela, Susanna. "The Community Counts: A Participatory Approach to Social Audits." BMC Health Services Research 11 Supplement 2 (2011). Web. <<http://bmchealthservs.biomedcentral.com/articles/10.1186/1472-6963-11-S2-I1>>.
 - ²⁹ "National Accountability Mechanisms for Women's and Children's Health." Partnership for Maternal, Newborn & Child Health. Sep. 2012. Web. <http://www.who.int/pmnch/topics/part_publications/national_accountability_mechanisms.pdf>.
 - ³⁰ McNeil, Mary and Carmen Malena. "Demanding Good Governance: Lessons from Social Accountability Initiatives in Africa." World Bank. 2010. Web. <<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/2478>>.
 - ³¹ "Can Social Accountability Help Ensure Rights and Better Participation in Maternal Health Services?" Wilson Center, CARE. May 2014. Web. <<https://www.wilsoncenter.org/event/can-social-accountability-help-ensure-rights-and-better-participation-maternal-health-services#sthash.KhkbLJcQ.dpuf>>.
 - ³² Ibid.
 - ³³ Ibid.
 - ³⁴ Ibid.
 - ³⁵ Ibid.
 - ³⁶ Ibid.
 - ³⁷ "Role of Civil Society Budget Work." International Budget Partnership. 2016. Web. <<http://www.internationalbudget.org/why-budget-work/role-of-civil-society-budget-work/>>.
 - ³⁸ Ibid.
 - ³⁹ "Strategies, Tactics and Approaches: Conducting and Evaluating National Civil Society Advocacy for Reproductive, Maternal and Child Health." World Health Organization. 2014. Web. <http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/100626/1/9789241506687_eng.pdf>.
 - ⁴⁰ Overy, Neil. "In the Face of Crisis: The Treatment Action Campaign Fights Government." International Budget Partnership. Aug. 2011. Web. <<http://www.internationalbudget.org/wp-content/uploads/LP-case-study-TAC.pdf>>.
 - ⁴¹ "Human Rights Based Approach to Health." World Health Organization. 2016. Web. <<http://www.who.int/trade/glossary/story054/en/>>.
 - ⁴² "National Accountability Mechanisms for Women's and Children's Health." Partnership for Maternal, Newborn & Child Health. Sep. 2012. Web. <http://www.who.int/pmnch/topics/part_publications/national_accountability_mechanisms.pdf>.
 - ⁴³ Ibid.
 - ⁴⁴ Ibid.
 - ⁴⁵ Ibid.
 - ⁴⁶ "The Role of Human Rights-Based Accountability in Eliminating Maternal Mortality and Morbidity." Center for Reproductive Rights. April 2011. Web. <<http://www2.ohchr.org/english/issues/women/docs/responses/CenterforReproductiveRights.pdf>>.
 - ⁴⁷ Ibid.
 - ⁴⁸ Ibid.
 - ⁴⁹ "The Role of Statistics in World Development." Paris 21 and OECD. 2016. Web. <<http://www.paris21.org/sites/default/files/2532.pdf>>.
 - ⁵⁰ Ibid.
 - ⁵¹ Ibid.
 - ⁵² Manyika, James, et al. "Open Data: Unlocking Innovation and Performance with Liquid Information." McKinsey & Company. Oct. 2013. Web. <<http://www.mckinsey.com/business-functions/business-technology/our-insights/open-data-unlocking-innovation-and-performance-with-liquid-information>>.
 - ⁵³ Ibid.
 - ⁵⁴ "A World That Counts: Mobilising the Data Revolution for Sustainable Development." The United Nations Secretary General's Independent Expert Advisory Group on a Data Revolution for

